



Arrêt

n° 225 771 du 5 septembre 2019
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître P. RODEYNS
Quai de l'Ourthe, 44/2
4020 LIÈGE

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative et désormais par la Ministre des Affaires sociales et de
la Santé publique, et de l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 décembre 2018, par X, qui déclare être de nationalité bulgare, tendant à l'annulation de la décision mettant fin au droit de séjour sans ordre de quitter le territoire, prise le 27 septembre 2018.

Vu le titre I^{er} bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 2 janvier 2019 avec la X

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 29 avril 2019 convoquant les parties à l'audience du 24 mai 2019.

Entendu, en son rapport, B. VERDICKT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me V. HERMANS *loco* Me P. RODEYNS, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me S. ARKOULIS *loco* Mes D. MATRAY et N. SCHYNTS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. La partie requérante est arrivée en Belgique à une date que les pièces versées au dossier administratif ne permettent pas de définir.

1.2. Le 16 novembre 2013, la partie requérante a fait l'objet d'un ordre de quitter le territoire (annexe 13)

1.3. Le 3 juillet 2017, la partie requérante a introduit une demande d'attestation d'enregistrement (annexe 19) en qualité de demandeur d'emploi.

1.4. Le 4 janvier 2018, la partie requérante a obtenu une attestation d'enregistrement et s'est vue délivrer, le 12 janvier 2018, une carte E valable jusqu'au 4 janvier 2023.

1.5. Le 27 septembre 2018, la partie défenderesse a pris une décision mettant fin au séjour de plus de trois mois (annexe 21) de la partie requérante. Cette décision, qui lui a été notifiée le 26 novembre 2018, constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« MOTIF DE LA DECISION :

*En date du **03.07.2017**, l'intéressé a introduit une demande d'attestation d'enregistrement en tant que demandeur d'emploi. A l'appui de sa demande, il a produit un formulaire occasionnel dans le secteur horticole du 23.03.2017 au 25.09.2017. Le 04.01.2018, l'intéressé a été mis en possession d'une attestation d'enregistrement.*

Bénéficiant du revenu d'intégration sociale depuis le mois de janvier 2018 au taux isolé, ce qui démontre qu'il n'exerce aucune activité professionnelle effective en Belgique et qu'il ne dispose pas de ressources suffisantes au sens de l'article 40 §4, alinéa 2 de la loi du 15.12.1980, il a donc été interrogé sur sa situation professionnelle actuelle ou ses autres revenus en date du 20.06.2018.

Suite à celui-ci il a produit les documents suivants : une attestation du CPAS de Liège datée du 29.06.2018 pour fixer un rendez-vous, des formulaires de recherche d'emploi, une attestation d'inscription comme demandeur d'emploi auprès du Forem, une attestation de réussite à des cours d'alphabétisation en français de l'enseignement de promotion sociale de Grâce-Hollogne pour l'année académique 2017/2018, des documents relatifs à l'achat d'un billet d'avion et une attestation de la société « [J.M.] bvba » indiquant que l'intéressé a travaillé comme saisonnier en 2015, 2016, 2017 et qu'il devrait y travailler également en 2018.

Il est à noter que bien que l'intéressé ait travaillé comme saisonnier, il s'agit d'un travail occasionnel et limité dans le temps qui ne confère pas le statut de travailleur salarié dans le cadre d'une demande de séjour de plus de trois mois. Dès lors, n'ayant pas travaillé au moins un an en Belgique et ne travaillant pas depuis au moins six mois, il ne peut se voir maintenir son droit de séjour en tant que travailleur salarié.

Ensuite, bien que l'intéressé se soit inscrit [sic] comme demandeur d'emploi auprès du Forem, qu'il ait réussi une formation d'alphabétisation, qu'il ait travaillé comme saisonnier et qu'il se soit présenté auprès de différentes sociétés en vue de solliciter un emploi, aucun document ne laisse penser qu'il ait une chance réelle d'être engagé dans un délai raisonnable dans le cadre d'un contrat stable et régulier. En effet, aucune de ces démarches n'a abouti sur un travail effectif et l'intéressé ne nous apporte aucune autre preuve d'une recherche active d'emploi.

En outre, il faut noter que le dernier jour de travail en tant que saisonnier date du 25.09.2017 soit il y a plus d'un an. Sa longue période d'inactivité démonte donc également qu'il n'a aucune chance réelle d'être engagé dans un délai raisonnable.

Par conséquent, l'intéressé ne respecte pas les conditions mises au séjour d'un demandeur d'emploi ou d'un travailleur salarié et n'apporte aucun élément permettant de lui maintenir son séjour à un autre titre.

*Dès lors, conformément à l'article 42 bis § 1er, alinéa 1 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est mis fin au séjour de monsieur **[Y.R.]**.*

Conformément à l'article 42bis, §1, alinéa 3 de la loi du 15/12/1980, la présente décision tient compte des éventuels éléments humanitaires produits par l'intéressé. Ainsi, la durée du séjour en Belgique n'est pas de nature à lui faire perdre tout lien avec son pays d'origine. Il n'a pas été démontré par l'intéressé que son âge, son état de santé, sa situation économique et familiale, son intégration sociale et culturelle dans le Royaume constituent un possible obstacle ou représentent un intérêt tellement important pour l'intéressé qu'il se trouverait dans l'impossibilité de donner suite à cette décision. En qualité de citoyen de l'Union européenne, il peut s'établir aussi bien dans son propre pays que dans un autre état membre par rapport auquel il remplit les conditions de séjour, s'y intégrer, y bénéficier de soins médicaux, y développer une vie familiale ou une activité économique ».

2. Recevabilité

2.1. La partie défenderesse excipe de l'irrecevabilité de la requête dès lors que celle-ci ne contient pas d'exposé des faits alors que l'article 39/69, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que la requête doit contenir un tel exposé « sous peine de nullité ».

2.2. A cet égard, le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après « le Conseil ») rappelle que l'article 39/69, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, de la loi du 15 décembre 1980, auquel renvoie l'article 39/78 de la même loi, prévoit que la requête doit contenir, sous peine de nullité, l'exposé des faits et des moyens invoqués à l'appui du recours. L'exposé des faits requis dans le cadre du recours en annulation doit être suffisamment complet et précis pour permettre au Conseil, à sa seule lecture, de comprendre les circonstances de fait du litige.

Le Conseil rappelle également qu'il estime que les mentions prescrites par l'article 39/69, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi précitée sont imposées dans le but de fournir à la juridiction saisie ainsi qu'aux autres parties au litige, les informations nécessaires au traitement du recours, et ce tant en termes de procédure que sur le fond même de la contestation. La sanction attachée à l'absence ou à l'insuffisance de ces mentions, *a fortiori* si elle prend la forme extrême d'une déclaration de nullité, doit dès lors s'apprécier à l'aune de l'objectif que lesdites mentions poursuivent et de la mesure réelle de leur absence ou de leur insuffisance, compte tenu des autres pièces constituant la requête.

2.3. En l'espèce, le Conseil constate tout d'abord que l'exposé des faits tel qu'il ressort de la décision attaquée éclaire à suffisance sur les faits pertinents à la présente cause et renvoie à cet égard à l'arrêt rendu dans l'affaire *l'Erblière a.s.b.l. c. Belgique* par la Cour EDH le 24 février 2009 (§ 41-43, req. n°49230/07). En outre, la note d'observations de la partie défenderesse contient un exposé des faits complets et reprend l'ensemble du parcours administratif de la partie requérante.

Il ressort d'un arrêt du Conseil d'Etat que « *l'exposé des faits exigé par l'article 39/69, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, de la loi du 15 décembre 1980 précitée a pour but de permettre au juge, sur le vu de la requête, de comprendre l'objet et les circonstances de la contestation élevée par le requérant; que l'absence d'un tel exposé ou son caractère lacunaire ne conduit à l'irrecevabilité de la requête que lorsque celle-ci est rédigée de manière tellement nébuleuse que les éléments de fait utiles à son examen ne peuvent être compris* » (CE., n° 215.567 du 5 octobre 2011).

En l'occurrence, le Conseil s'estime, après lecture de la requête introductive d'instance de l'acte attaqué et de la note d'observations, suffisamment informé quant aux éléments de faits utiles à l'examen du présent recours. Il rejette donc l'exception d'irrecevabilité soulevée par la partie défenderesse.

A titre surabondant, il n'appert pas que l'absence d'exposé des faits de la requête introductive d'instance ait causé un quelconque préjudice à la partie défenderesse qui non seulement a présenté un exposé exhaustif du parcours administratif de la partie requérante, mais, en outre, a pu, via sa note d'observations, faire valoir l'ensemble des arguments dont elle entendait se prévaloir dans le cadre de la présente procédure.

2.4. Le recours est, dès lors, recevable.

3. Exposé du moyen d'annulation

3.1. La partie requérante prend un moyen unique de la violation des articles 7, 8, 42^{quater} et 62 de la loi du 15 décembre 1980, de l'article 54 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : l'arrêté royal du 8 octobre 1981), des articles 1 à 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, du « principe de bonne administration », du « principe de prudence » et de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : la CEDH) ainsi que de l'erreur manifeste d'appréciation.

3.2. La partie requérante indique contester la pertinence des motifs invoqués dans l'acte attaqué et estime que celui-ci comporte une motivation inadéquate. Elle expose de larges considérations théoriques relatives à l'obligation de motivation formelle et fait valoir que la partie défenderesse n'a pas analysé sa situation de manière détaillée et méthodique à la lumière du prescrit de l'article 42^{quater} de

la loi du 15 décembre 1980 et de son obligation de motivation formelle. Elle ajoute que la partie défenderesse n'a pas fait preuve de minutie et de prudence et n'a pas pris en compte les éléments du dossier.

3.3. A l'appui d'une première branche, estimant que la partie défenderesse n'a pas adopté une motivation adéquate, n'a pas tenu compte de l'ensemble des éléments et n'a pas procédé à une appréciation raisonnable de ceux-ci, elle conteste le motif selon lequel elle ne démontre pas avoir travaillé durant au moins un an en Belgique ou qu'elle ne travaille pas depuis au moins six mois.

Elle estime sur ce point qu'il appartient à la partie défenderesse d'établir ces éléments et non de se limiter à les affirmer et soutient avoir mis à profit son séjour en Belgique pour s'y intégrer socialement, professionnellement et culturellement. Elle fait grief à la partie défenderesse de n'avoir pas tenu compte du fait qu'elle est professionnellement active depuis son arrivée en Belgique et de se tromper en affirmant qu'elle n'a pas travaillé pendant un an dès lors que les 3 saisons qu'elle a prestées forment une année. Elle ajoute avoir fait preuve d'une réelle volonté de travailler et de détermination et que le fait qu'elle est active professionnellement démontre à suffisance qu'elle souhaite participer à la vie sociale et économique de son pays d'accueil et éviter de dépendre du système social. Elle fait également valoir s'être vue proposer un poste en tant qu'ouvrier.

Elle poursuit en exposant s'être créé des liens solides avec des ressortissants belges, avoir montré une réelle volonté d'intégration en ne portant pas atteinte à l'ordre public et en s'exprimant couramment en Français.

Elle conclut en soutenant que ces éléments établissent l'effectivité de son intégration sociale et professionnelle ainsi que sa contribution à la solidarité nationale.

3.4. A l'appui d'une seconde branche, elle fait valoir que l'acte attaqué viole manifestement l'exercice de son droit à la vie privée et familiale.

Exposant de larges considérations théoriques relatives à l'article 8 de la CEDH et, en particulier, à son second paragraphe, elle fait valoir que son éloignement porterait une atteinte disproportionnée à son droit à la vie privée et familiale, que l'acte attaqué est manifestement disproportionné au regard de sa cellule familiale toujours existante « qui ne peut être contestée » et qu'il incombe à la partie défenderesse de démontrer qu'elle a eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé et la gravité de l'atteinte.

Elle ajoute que la motivation de l'acte attaqué ne contient aucun développement de nature à démontrer que la partie défenderesse a eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé par l'article 42^{quater} de la loi du 15 décembre 1980 et par l'article 54 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 et la gravité de l'atteinte aux droits protégés par l'article 8 de la CEDH.

Estimant que la condition que la mesure soit nécessaire dans une société démocratique n'est pas remplie, elle ajoute que la partie défenderesse viole le principe général de proportionnalité au sujet duquel elle formule de nouvelles considérations théoriques.

4. Discussion

4.1. A titre liminaire, sur le moyen unique, le Conseil rappelle que, selon une jurisprudence administrative constante, l'exposé d'un « moyen de droit » requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué.

Le Conseil constate qu'en l'occurrence, la partie requérante s'abstient d'expliquer de quelle manière l'acte attaqué violerait les articles 7, 8 et 42^{quater} de la loi du 15 décembre 1980 ainsi que l'article 54 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981. Il en résulte que le moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de ces dispositions.

4.2.1. Sur le moyen unique, le Conseil rappelle que l'article 40 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit, en son paragraphe 4, que « *Tout citoyen de l'Union a le droit de séjourner dans le Royaume pour une période de plus de trois mois s'il remplit la condition prévue à l'article 41, alinéa 1er et :*

1° s'il est un travailleur salarié ou non salarié dans le Royaume ou s'il entre dans le Royaume pour chercher un emploi, tant qu'il est en mesure de faire la preuve qu'il continue à chercher un emploi et qu'il a des chances réelles d'être engagé;

2° ou s'il dispose pour lui-même de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'aide sociale du Royaume au cours de son séjour, et d'une assurance maladie couvrant l'ensemble des risques dans le Royaume;

3° ou s'il est inscrit dans un établissement d'enseignement organisé, reconnu ou subsidié pour y suivre à titre principal des études, en ce compris une formation professionnelle, et s'il dispose d'une assurance maladie couvrant l'ensemble des risques dans le Royaume et assure par déclaration ou par tout autre moyen équivalent de son choix, qu'il dispose de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'aide sociale du Royaume au cours de son séjour.

Les ressources suffisantes visées à l'alinéa 1er, 2° et 3°, doivent au moins correspondre au niveau de revenus sous lequel la personne concernée peut bénéficier d'une aide sociale.

Dans le cadre de l'évaluation des ressources, il est tenu compte de la situation personnelle du citoyen de l'Union, qui englobe notamment la nature et la régularité de ses revenus et le nombre de membres de la famille qui sont à sa charge.

Le Roi fixe les cas dans lesquels le citoyen de l'Union est considéré comme remplissant la condition de ressources suffisantes visée à l'alinéa 1er, 2° ».

L'article 42bis, § 1^{er}, de la même loi est, quant à lui, libellé comme suit :

« § 1er. Le ministre ou son délégué peut mettre fin au droit de séjour du citoyen de l'Union lorsqu'il ne satisfait plus aux conditions fixées à l'article 40, § 4, et à l'article 40bis, § 4, alinéa 2, ou, dans les cas visés à l'article 40, § 4, alinéa 1er, 2° et 3°, lorsqu'il constitue une charge déraisonnable pour le système d'aide sociale du Royaume. Le ministre ou son délégué peut, si nécessaire, vérifier si les conditions pour l'exercice du droit de séjour sont respectées.

Pour l'application de l'alinéa 1er, afin de déterminer si le citoyen de l'Union constitue une charge déraisonnable pour le système d'aide sociale du Royaume, il est tenu compte du caractère temporaire ou non de ses difficultés, de la durée de son séjour dans le Royaume, de sa situation personnelle et du montant de l'aide qui lui est accordée.

Lors de la décision de mettre fin au séjour, le ministre ou son délégué tient compte de la durée du séjour de l'intéressé dans le Royaume, de son âge, de son état de santé, de sa situation familiale et économique, de son intégration sociale et culturelle dans le Royaume et de l'intensité de ses liens avec son pays d'origine ».

Le Conseil rappelle, par ailleurs, que l'obligation de motivation formelle n'implique pas la réfutation détaillée de tous les arguments avancés par la partie requérante. Elle implique uniquement l'obligation d'informer celle-ci des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous la réserve toutefois que la motivation réponde, fut-ce de façon implicite, mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressé.

Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours, et à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Dans le cadre du contrôle de légalité, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité a pris en considération tous les éléments de la cause et a procédé à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui ont été soumis.

4.2.2. En l'espèce, il ressort de la formulation de la motivation de l'acte attaqué que constatant que la partie requérante bénéficie « du revenu d'intégration sociale depuis le mois de janvier 2018 au taux isolé, ce qui démontre qu'[elle] n'exerce aucune activité professionnelle effective en Belgique et qu'[...] ne dispose pas de ressources suffisantes au sens de l'article 40 §4, alinéa 2 de la loi du 15.12.1980 », la partie défenderesse l'a invitée, par un courrier, à s'exprimer quant à sa situation socio-économique en date du 20 juin 2018.

Suite à la réaction de la partie requérante, la partie défenderesse a, d'une part, estimé que celle-ci « *ne peut se voir maintenir son droit de séjour en tant que travailleur salarié* » dès lors que celle-ci n'a « *pas travaillé au moins un an en Belgique et ne travaillé pas depuis au moins six mois* ».

La partie défenderesse a, d'autre part, estimé que la partie requérante « *ne respecte pas les conditions mises au séjour d'un demandeur d'emploi* » en constatant qu'« *aucun document [produit par la partie requérante] ne laisse penser qu'elle ait une chance réelle d'être engagé[e] dans un délai raisonnable dans le cadre d'un contrat stable et régulier* » dès lors qu'aucune des démarches de la partie requérante n'a abouti à un travail effectif, que la partie requérante n'apporte aucune autre preuve de recherche active d'emploi et que « *[s]a longue période d'inactivité démonte donc également qu'il n'a aucune chance réelle d'être engagé[e] dans un délai raisonnable* ».

Cette motivation, qui se vérifie à l'examen du dossier administratif, n'est pas utilement contestée par la partie requérante.

4.2.3. A titre liminaire, le Conseil observe que la partie requérante se réfère, à plusieurs reprises dans sa requête, à l'article 42^{quater} de la loi du 15 décembre 1980. Sur ce point, le Conseil estime utile de rappeler que cette disposition concerne les décisions mettant fin au séjour « *des membres de famille d'un citoyen de l'Union qui ne sont pas eux-mêmes citoyens de l'Union et qui séjournent en tant que membres de la famille du citoyen de l'Union* », *quo non*. Dans la présente espèce, comme mentionné dans l'acte attaqué, la partie défenderesse a entendu faire application de l'article 42^{bis} de la même loi.

4.2.4. S'agissant de l'argumentation par laquelle la partie requérante conteste n'avoir pas travaillé durant au moins un an et reproche à la partie défenderesse de se contenter d'une affirmation, le Conseil observe tout d'abord que la partie requérante n'étaye nullement son affirmation selon laquelle ses prestations cumulées sur trois saisons forment une année de travail.

En outre, l'examen des pièces versées au dossier administratif révèle que la partie défenderesse a, en date du 20 juin 2018, consulté la base de données DOLSIS, base de données de laquelle il découle que la partie requérante a travaillé 20 jours en 2015, 10 jours en 2016 et 45 jours durant l'année 2017. La même base de données révèle que la partie requérante n'est pas connue en tant qu'indépendant.

Le Conseil observe par ailleurs que le dossier administratif contient un document comportant des informations issues de la banque carrefour de la sécurité sociale concernant le revenu d'intégration sociale duquel il découle que la partie requérante a perçu un revenu d'intégration sociale mensuel pour les mois de janvier à août 2018.

Quant à l'affirmation de la partie requérante selon laquelle elle se serait vue proposer un poste en tant qu'ouvrier, le Conseil constate - outre le fait qu'elle n'apporte aucun élément concret de nature à démontrer son affirmation - que cet élément est invoqué pour la première fois en termes de requête. Il ne saurait dès lors être reproché à la partie défenderesse de n'avoir pas tenu compte d'éléments dont elle n'a pas été informée en temps utiles. Le Conseil rappelle en effet que la légalité d'un acte administratif s'apprécie en fonction des éléments dont l'autorité a connaissance au moment où elle statue [...] » (C.E., arrêt n°93.593 du 27 février 2001 ; dans le même sens également : C.E., arrêt n°87.676 du 26 août 1998, C.E., arrêt n°78.664 du 11 février 1999, C.E., arrêt n°82.272 du 16 septembre 1999).

Il s'ensuit que la partie défenderesse a valablement pu considérer que la partie requérante n'a pas travaillé durant au moins un an et ne travaille plus depuis au moins six mois. L'acte attaqué est adéquatement motivé à cet égard.

4.2.5. En ce que la partie requérante fait grief à la partie défenderesse de n'avoir pas tenu compte de tous les éléments du dossier, le Conseil observe que, par un courrier du 20 juin 2018, la partie défenderesse a invité la partie requérante à produire « *soit la preuve que vous exercez une activité salariée [...] ; soit la preuve que vous exercez une activité en tant qu'indépendant [...] ; soit la preuve que vous êtes demandeur d'emploi et que vous recherchez activement un travail ; [...] soit la preuve que vous êtes titulaires de moyens de subsistance propres ou obtenus effectivement par l'intermédiaire d'une tierce personne [...] ; soit la preuve que vous êtes étudiant [...]* ». Le même courrier comportait également la mention suivante : « *Conformément à l'article 42 bis, §1, alinéa 2 [...] de la loi précitée, si vous ou un des membres de votre famille avez des éléments humanitaires à faire valoir dans le cadre de l'évaluation de votre dossier, il vous est loisible d'en produire les preuves* ».

L'acte attaqué indique, sans que cela soit contesté par la partie requérante, que celle-ci a produit, en réponse à ce courrier, les éléments suivants : « *une attestation du CPAS de Liège datée du 29.06.2018 pour fixer un rendez-vous, des formulaires de recherche d'emploi, une attestation d'inscription comme demandeur d'emploi auprès du Forem, une attestation de réussite à des cours d'alphabétisation en français de l'enseignement de promotion sociale de Grâce-Hollogne pour l'année académique 2017/2018, des documents relatifs à l'achat d'un billet d'avion et une attestation de la société « [J.M.] bvba » indiquant que l'intéressé a travaillé comme saisonnier en 2015, 2016, 2017 et qu'il devrait y travailler également en 2018* ».

En l'occurrence, la partie requérante reproche à la partie défenderesse de n'avoir pas tenu compte, d'une part, de son activité professionnelle, de sa volonté de travailler et de ses perspectives d'emploi, et, d'autre part, de son intégration en Belgique et des liens solides qu'elle a tissés avec des ressortissants belges.

S'agissant des éléments tenants à la situation professionnelle de la partie requérante, le Conseil renvoie aux considérations exposées au point 4.2.4. du présent arrêt.

En ce qui concerne l'intégration de la partie requérante en Belgique, le Conseil observe que la partie défenderesse en a tenu compte et a considéré que la partie requérante n'avait pas démontré que « *son intégration sociale et culturelle dans le Royaume constituent un possible obstacle ou représentent un intérêt tellement important pour l'intéressé qu'il se trouverait dans l'impossibilité de donner suite à cette décision* ». Sur ce point, la partie requérante, en se bornant à des affirmations non étayées concernant son intégration en Belgique et les liens qu'elle y aurait tissés, se limite à prendre le contre-pied de la décision querellée et tente d'amener le Conseil à substituer sa propre appréciation des éléments de la cause à celle de la partie défenderesse, ce qui ne saurait être admis, à défaut de démonstration d'une erreur manifeste d'appréciation dans le chef de la partie défenderesse à cet égard, *quod non* en l'espèce.

4.3.1. Sur la seconde branche du moyen unique, s'agissant de la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH, le Conseil rappelle que lorsqu'un risque de violation du droit au respect de la vie privée et/ou familiale est invoqué, il examine d'abord s'il existe une vie privée et/ou familiale au sens de la CEDH, avant d'examiner s'il y est porté atteinte par l'acte attaqué. Quant à l'appréciation de l'existence ou non d'une vie privée et/ou familiale, le Conseil doit se placer au moment où l'acte attaqué a été pris (cf. Cour EDH 13 février 2001, Ezzoudhi/France, § 25 ; Cour EDH 31 octobre 2002, Yildiz/Autriche, § 34 ; Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 21).

L'article 8 de la CEDH ne définit pas la notion de « vie familiale » ni la notion de « vie privée ». Les deux notions sont des notions autonomes, qui doivent être interprétées indépendamment du droit national. En ce qui concerne l'existence d'une vie familiale, il convient tout d'abord de vérifier s'il est question d'une famille. Ensuite, il doit apparaître, dans les faits, que le lien personnel entre les membres de cette famille est suffisamment étroit (cf. Cour EDH 12 juillet 2001, K. et T./Finlande, § 150). L'existence d'une vie familiale ou d'une vie privée, ou des deux, s'apprécie en fait.

Ensuite, le Conseil doit examiner s'il y a ingérence dans la vie familiale et/ou privée. A cet égard, il convient de vérifier si l'étranger a demandé l'admission pour la première fois ou s'il s'agit d'une décision mettant fin à un séjour acquis.

S'il s'agit d'une décision mettant fin à un séjour acquis, comme en l'espèce, la Cour EDH admet qu'il y a ingérence et il convient de prendre en considération le deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Le droit au respect de la vie privée et familiale garanti par l'article 8 de la CEDH n'est pas absolu. Il peut en effet être circonscrit par les Etats dans les limites énoncées au paragraphe précité. Ainsi, l'ingérence de l'autorité publique est admise pour autant qu'elle soit prévue par la loi, qu'elle soit inspirée par un ou plusieurs des buts légitimes énoncés au deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH et qu'elle soit nécessaire dans une société démocratique pour les atteindre. Dans cette dernière perspective, il incombe à l'autorité de montrer qu'elle a eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé et la gravité de l'atteinte au droit au respect de la vie privée et/ou familiale (Cour EDH 19 février 1998, Dalia/France, § 52 ; Cour EDH 9 octobre 2003, Slivenko/Lettonie (GC), § 113 ; Cour EDH 18 octobre 2006, Üner/Pays-Bas (GC), § 54 ; Cour EDH 2 avril 2015, Sarközi et Mahran/Autriche, § 62). Un contrôle peut être effectué, à ce sujet, par une mise en balance des intérêts en présence, permettant de déterminer si l'Etat est parvenu à un équilibre raisonnable entre les intérêts concurrents de l'individu,

d'une part, et de la société, d'autre part (Cour EDH 9 octobre 2003, Slivenko/Lettonie (GC), § 113 ; Cour EDH 23 juin 2008, Maslov/Autriche (GC), § 76).

En matière d'immigration, la Cour EDH a, dans l'hypothèse susmentionnée, rappelé, à diverses occasions, que la CEDH ne garantissait, comme tel, aucun droit pour un étranger d'entrer ou de résider sur le territoire d'un Etat dont il n'est pas ressortissant (Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 23 ; Cour EDH 26 mars 1992, Beldjoudi/France, § 74 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43). L'article 8 de la CEDH ne peut davantage s'interpréter comme comportant, pour un Etat, l'obligation générale de respecter le choix, par des étrangers, de leur pays de résidence commune et de permettre le regroupement familial sur le territoire de ce pays (Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 39). En vertu d'un principe de droit international bien établi, il incombe en effet à l'Etat d'assurer l'ordre public, en particulier dans l'exercice de son droit de contrôler l'entrée et le séjour des non-nationaux (Cour EDH 12 octobre 2006, Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga/Belgique, § 81 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43 ; Cour EDH 28 mai 1985, Abdulaziz, Cabales et Balkandali/Royaume-Uni, § 67). L'Etat est dès lors habilité à fixer des conditions à cet effet.

Compte tenu du fait que les exigences de l'article 8 de la CEDH, tout comme celles des autres dispositions de la Convention, sont de l'ordre de la garantie et non du simple bon vouloir ou de l'arrangement pratique (Cour EDH 5 février 2002, Conka / Belgique, § 83), d'une part, et du fait que cet article prévaut sur les dispositions de la loi du 15 décembre 1980 (C.E. 22 décembre 2010, n° 210.029), d'autre part, il revient à l'autorité administrative de se livrer, avant de prendre sa décision, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle a ou devrait avoir connaissance.

Lorsque la partie requérante allègue une violation de l'article 8 de la CEDH, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont la décision attaquée y a porté atteinte.

4.3.2. En l'espèce, la partie requérante allègue une violation de sa vie privée et familiale. Or à cet égard, force est de constater qu'en se contentant d'évoquer une « *cellule familiale toujours existante [...] qui ne peut être contestée* », des liens dont elle disposerait en Belgique et d'affirmer que « *ces éléments, l'intégration sociale, culturelle, économique et l'existence de liens personnels et familiaux avec la Belgique ne peuvent valablement être remis en cause* », la partie requérante s'abstient d'expliquer concrètement et précisément dans sa requête la nature et l'intensité de relations privées ou familiales susceptibles de justifier la protection de l'article 8 de la CEDH de sorte qu'elle ne peut être tenue pour établie

4.3.3. Partant, la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH n'est nullement démontrée en l'espèce.

4.4. Au vu de l'ensemble des éléments qui précèdent, la partie requérante ne démontre pas la violation par la partie défenderesse des dispositions qu'elle vise dans son moyen, de sorte que celui-ci n'est pas fondé.

5. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La requête en annulation est rejetée.

Article 2

Les dépens, liquidés à la somme de 186 euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le cinq septembre deux mille dix-neuf par :

Mme B. VERDICKT,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme A. KESTEMONT,	greffière.

La greffière,

La présidente,

A. KESTEMONT

B. VERDICKT